



## Soutien de la CES à la Coalition mondiale pour la justice sociale de l'OIT

Adoptée lors de la réunion du Comité exécutif des 26-27 mars 2024

L'Europe est confrontée à une situation d'urgence en matière de justice sociale. La CES est à l'avant-garde de la lutte pour un accord équitable en faveur des travailleurs, de leurs familles et de leurs communautés dans toute l'Europe.

L'OIT a lancé une [nouvelle initiative centrée sur la justice sociale](#), qui constitue une dimension du développement économique trop longtemps négligée. L'initiative répond aux défis mondiaux résultant de crises multiples et d'injustices structurelles à long terme, tels que l'augmentation des taux d'extrême pauvreté, de pauvreté des travailleurs, de travail des enfants, de chômage des jeunes et de travail informel.

Nous soutenons la Coalition mondiale pour la justice sociale et nous nous engageons à jouer notre rôle : sans syndicats, il ne peut y avoir de travail décent.

La CES rejoindra donc la Coalition mondiale pour la justice sociale de l'OIT.

La Coalition sera un outil important pour la CES et ses affiliés afin de poursuivre notre lutte et notre mobilisation pour la justice sociale, notamment en contribuant aux engagements politiques, aux investissements et aux actions concrètes qui soutiennent la justice sociale à tous les niveaux.

En tant que partenaires, la CES s'efforcera en particulier de garantir des emplois de qualité, la négociation collective, le travail décent en tant que seuil de décence en dessous duquel personne ne devrait être contraint de travailler, la protection sociale universelle, la réduction des inégalités, le dialogue social, et d'élever ces priorités au sein d'autres forums multilatéraux tels que l'OCDE, le G7, le G20 et l'OMC.

Les affiliés de la CES sont invités à :

- rejoindre la Coalition eux-mêmes, et
- encourager les gouvernements nationaux et les organisations d'employeurs à se joindre à l'initiative.



## Contexte

La Coalition mondiale pour la justice sociale est une initiative lancée par le Directeur général de l'OIT, M. Hounghbo, qui a été conçue et développée en étroite consultation avec les mandants tripartites de l'OIT et approuvée par le Conseil d'administration de l'OIT en novembre 2023. La création de la Coalition a été saluée par un grand nombre de chefs d'État et de gouvernement, de ministres et d'autres dirigeants mondiaux, dont le Secrétaire général des Nations Unies, qui a défini cet effort comme visant à « *reconstruire le contrat social grâce à des politiques centrées sur les personnes, fondées et guidées par la justice sociale* ».

La Coalition sert de plateforme pour générer des engagements politiques, des investissements et des actions concrètes qui soutiennent la justice sociale en ligne avec les priorités nationales en vue d'accélérer les progrès vers la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).

L'initiative dispose de son propre forum de partenaires qui se réunit chaque année pour discuter des problèmes et partager les meilleures pratiques, et un groupe de coordination se réunit deux fois par an pour orienter l'agenda stratégique. L'OIT héberge le secrétariat.

Des domaines clés d'action immédiate ont déjà été identifiés, en mettant l'accent sur les résultats :

- Lutter contre les inégalités, la discrimination et l'exclusion,
- Réaliser des droits du travail en tant que droits de l'homme, garantir la dignité humaine et répondre aux besoins fondamentaux,
- Élargir l'accès à des emplois productifs et librement choisis, ainsi qu'à des entreprises durables, et renforcer les capacités dans ce domaine,
- Assurer la protection et renforcer la résilience,
- Renforcer les transitions justes et la dimension sociale du développement durable, du commerce et de l'investissement,
- Renforcer les institutions du dialogue social.

Conformément au mandat du Congrès, la CES partage largement les objectifs et les priorités identifiés ci-dessus.

La Commission européenne est devenue, au nom de l'UE, partenaire de la Coalition mondiale pour la justice sociale de l'Organisation internationale du travail (OIT). Le [CESE a rejoint l'initiative](#) en janvier 2024, tout comme un certain nombre de [gouvernements de l'UE](#) (Allemagne, Belgique, Bulgarie, Espagne, Finlande, France, Italie, Pays-Bas, Portugal et Suisse) ainsi que la [CSI](#).

## Prochaines étapes

La CES remettra à l'OIT notre déclaration d'adhésion à la Coalition (probablement à l'occasion de la CIT en juin 2024), et discutera avec l'OIT des prochaines étapes de notre engagement dans la Coalition.